

LE TEMPS DE S'UNIR

APPEL
À LA
SOLIDARITÉ



Déclaration sur les orientations de la politique socio-économique canadienne, présentée par des membres de groupes populaires sectoriels.



... Le temps de s'unir
... Appel a la solidarité

Déclaration sur les orientations de la politique
socio-économique canadienne,
présentée par des membres de groupes populaires sectoriels

Novembre, 1987

REMERCIEMENTS

PRODUIT PAR:

Le comité de travail pour la solidarité sociale

Les personnes suivantes, qui font partie de différentes organisations populaires, travaillent sur ce comité:

Gisèle Ampleman, Centre de la pastoral en milieu ouvrier
François Aubry, Confédération des syndicats nationaux
Bob Baldwin, Congrès du travail du Canada
Tony Clarke, Conférence des évêques catholiques du Canada
John Dillon, GATT-Fly
Elert Frerichs, Eglise unie du Canada
Gil Levine, Syndicat canadien de la fonction publique
Michael McBane, Conférence des évêques catholiques du Canada
Marvyn Novick, Ryerson Institute, Toronto
Laurel Ritchie, Confédération des syndicats canadiens
Ruth Rose, Université de Québec à Montréal
Madeleine Parent, syndicaliste et féministe

Le comité de travail voudrait remercier toutes les personnes qui ont servi de consultants et de consultantes à ce projet incluant:

Murray Angus, Mary Boyd, Jean-Guy Casaubon, Marjorie Cohen, Remi De Roo, Wayne Easter, Havi Echenberg, Margaret Evans, Ed Finn, John Foster, Sam Gindin, Cy Gonick, Merv Harrison, Bernard Hubert, Patrick Kerans, Lorraine Michael, Allan Moscovitch, Keith Philander, le regretté Adolphe Proulx, Trudy Richardson, Ruth Scher, Jean Swanson.

COUVERTURE

Jean Gladu

ILLUSTRATIONS

Page 6

John Larter, reimprimé avec permission
The Toronto Star Syndicate

Page 8

© 1984 Dennis Pritchard

Page 10

© 1986 Huck

Page 12

© 1986 Feiffer, reimprimé avec permission
Universal Press Syndicate

Page 14

Simon Henaire

Page 15

© 1985 Herblock, reimprimé avec permission
King's Features Syndicate

Page 16

CAM

Page 19

Développement et paix

© 1987 Le comité de travail pour la solidarité sociale

Mise en page, photo-composition et impression par les travailleurs-euses syndiqué-es:

Our Times, 390 rue Dufferin
TORONTO, Ontario M6K 2A3

13



Table des matières

La crise sociale

pg. 5

Les politiques de marché

pg. 7

Secteur privé

Chômage naturel

Déficits gouvernementaux

Dépenses sociales

Programmes sélectifs

Services privatisés

Revenu garanti

Libre-échange bilatéral

La solidarité

pg. 11

Des politiques de rechange

pg. 14

Plein emploi

Stratégies économiques

Normes de travail

Programmes sociaux

Politiques fiscales

Secteur public

Un mouvement social

pg. 18

PERSONNES CONTACTS DANS LES RÉGIONS

COLUMBIE BRITANNIQUE

Jean Swanson
104, 2005 East - 43rd
VANCOUVER, V5P 3W8

ALBERTA

Trudy Richardson
10647 - 125th Street
EDMONTON, T5N 1T7

SASKATCHEWAN

Merv Harrison
396 Balsam Crescent
SASKATOON, S7N 2M1

MANITOBA

Jeri Bjornson
18 Greenwood Avenue
WINNIPEG, R2M 2T3

QUEBEC

François Aubry
1601, avenue de Lorimer
MONTREAL, H2K 4M5

NOUVEAU BRUNSWICK

Kay Bedell
R.R. #1
HATFIELD POINT, E0G 2N0

NOVA SCOTIA

John Arthur Murphy
118 St. Ninians Street
ANTIGONISH, B2G 1V9

I.P.E.

Mary Boyd
P.O. Box 1689
CHARLOTTETOWN, C1A 7N4

TERRE NEUVE

Lorraine Michael
P.O. Box 986
ST. JOHN'S, A1C 5M3

TERRITOIRES DU NORD-WEST

René Fumoleau
P.O. Box 145
YELLOWKNIFE X1A 2N1

Des copies supplémentaires sont disponibles chez
les organisations suivantes:

Confédération des syndicats canadiens

133 1/2 A St. Clair Ave. West, Toronto, Ont. M6B 1C3

Confédération des syndicats nationaux

1601, avenue de Lorimer, Montréal, Qué. H2K 4M5

Conférence des évêques catholiques du Canada

90 Parent Ave., Ottawa, Ont. K1N 7B1

Comité canadien d'action sur le status de la femme

344 Bloor St. West, Suite 505, Toronto, Ont. M5S 1W9

Congrès du travail du Canada

2841 Riverside Drive, Ottawa, Ont. K1V 8X7

Eglise unie du Canada

85 St. Clair Ave. East, Toronto, Ont. M4T 1M8



En tant qu'individus préoccupés par les questions sociales et membres de syndicats, de mouvements de femmes, d'associations pour les droits des assistés sociaux, d'Eglises, de groupes aborigènes et d'autres associations communautaires, nous sommes alarmés par les indices d'aggravation de la crise sociale au Canada, aujourd'hui. Des fermetures d'usines, des banqueroutes agricoles, des faillites commerciales et des communautés abandonnées ont laissé plus d'un million et demi d'individus sans emploi, les privant ainsi d'un revenu familial ou individuel adéquat. Au cours des deux dernières années seulement, près d'un million d'individus sont devenus dépendants de l'aide sociale. Au Canada, près d'un citoyen sur cinq vit désormais au niveau du seuil officiel de pauvreté ou en-dessous.

En qualité de membres de diverses organisations

populaires, nous souhaitons exprimer notre solidarité avec tous ces individus qui sont devenus les victimes de la crise économique et sociale qui persiste dans ce pays. En effet, nous nous situons dans la tradition des mouvements populaires qui ont combattu inlassablement pour des politiques gouvernementales fondées sur la justice économique et sociale au Canada. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons résister aux stratégies qui cherchent à diviser pour régner, et nous unir dans la défense d'une cause commune. C'est pourquoi nous invitons les autres membres de nos organisations, les individus et les groupes oeuvrant dans les communautés et à travers les régions du Canada à se joindre à nous pour analyser les réalités et les causes de la crise socio-économique puis proposer des nouvelles orientations aux politiques économiques et sociales actuelles.

La crise sociale

AUJOURD'HUI NOUS OBSERVONS LES signes vivants de cette crise sociale tout autour de nous. Les incessantes files d'attente devant les "soupes populaires" et le nombre croissant de sans-abris et d'affamé-e-s dans nos rues illustrent de manière dramatique les réalités de cette tragédie sociale. A travers tout le Canada, ces nouveaux phénomènes de pauvreté, d'itinérance et de faim se manifestent, à des degrés divers selon les régions, tant dans les communautés urbaines que rurales. Ces phénomènes se trouvent en même temps aggravés par d'autres

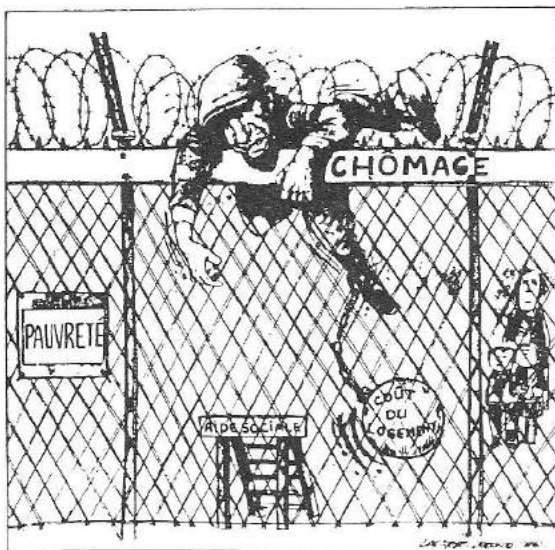
signes de désintégration sociale tels que l'augmentation de l'alcoolisme, la violence contre les femmes et les enfants dans le milieu familial, la délinquance, les suicides ainsi qu'une augmentation des cas de maladies mentales et de ruptures de vie familiale. Tandis que de nombreux aspects en demeurent encore cachés, la crise est bien réelle!

L'aggravation de la crise sociale fait de nombreuses victimes parmi lesquelles on retrouve les femmes, les étudiant-e-s, les jeunes, les enfants, les personnes âgées et les handi-



capé-e-s. Sont touchés également les populations autochtones, les nouveaux immigrants et les minorités visibles ainsi que les travailleuses et les travailleurs âgés, les agricultrices et les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleuses et les travailleurs pauvres. Historiquement, les populations autochtones de ce pays ont, dans l'ensemble, été les plus durement affectées par les réalités de la pauvreté et de l'oppression. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui les femmes et les enfants comptent parmi les premières victimes de la pauvreté, de l'itinérance et de la faim. En tout cas, la crise sociale actuelle constitue une série d'atteintes à la valeur, à la dignité et à l'estime de soi d'un nombre croissant d'individus.

Pris dans cette crise sociale, le Canada se transforme rapidement en une société de "gagnants" et de "perdants", très nettement stratifiée. D'un côté, un nombre considérable de travailleuses et de travailleurs se voient imposer un chômage permanent ou perdent leur emploi à cause des technologies nouvelles. De l'autre côté, une partie de la population, à l'abri des changements technologiques et à mobilité ascendante, occupe des emplois permanents avec des revenus adéquats. Entre ces deux extrêmes, on trouve un grand nombre d'individus qui ont vu leur base économique sérieusement érodée ou qui vivent dans la crainte constante des mises à pied. Ce groupe comprend un nombre croissant de personnes qui n'ont plus d'autres choix que de tenter de gagner leur vie dans des emplois temporaires, à temps partiel et à bas salaires. Pris dans la spirale descendante de la mobilité sociale, ces travailleuses et travailleurs représentent la nouvelle classe pauvre qui émerge rapidement dans le Canada d'aujourd'hui.



Actuellement, les inégalités sociales se trouvent encore aggravées par les réalités du sous-développement régional qui existe à travers le pays. Les taux de chômage et de pauvreté les plus élevés sont enregistrés dans les régions qui ont traditionnellement servi de réservoirs de ressources aux métropoles industrielles canadiennes. Ces régions sous-développées incluent Terre-Neuve, les Provinces Maritimes, le nord de l'Ontario, une grande partie du Québec, la plupart des régions des Provinces des Prairies et de la Colombie-Britannique ainsi que les Territoires du Nord-Ouest. Le fossé entre le taux de chômage dans ces régions sous-développées et celui du Sud de l'Ontario, par exemple, s'est constamment accru au cours des dernières années. Dans le cas de Terre-Neuve, le fossé s'est creusé de manière



dramatique. En 1983, au plus fort de la crise économique, le taux de chômage à Terre-Neuve représentait 175% de celui de l'Ontario; à la fin de 1986, il était monté à 309%.

En outre, la crise sociale actuelle révèle les inégalités structurelles profondes qui existent dans le partage des richesses et du pouvoir dans ce pays. Aujourd'hui, le quintile (20%) supérieur des personnes qui touchent des revenus reçoit 43% de la totalité des revenus individuels alors que le quintile (20%) inférieur reçoit moins de 4%. Ces divisions de classes deviennent encore plus évidentes lorsqu'on examine la richesse nette de toutes les familles. En termes de richesse nette, (richesse totale moins endettement) le quintile (20%) le plus pauvre de tous les Canadiens ne possède pratiquement rien, que 0,3%. En d'autres mots, la plupart sont endettés. Celles et ceux se

situant dans le quintile (20%) suivant ne possèdent que 2,4% de la richesse nette totale. Par contre, celles et ceux du quintile (20%) supérieur possèdent 69% de la richesse nette totale du Canada. En fait, 10% des Canadiennes et des Canadiens contrôlent plus de 51% de la richesse totale au pays.

Alors que la crise sociale actuelle se prolonge avec la même intensité, les Canadiennes et les Canadiens deviennent de plus en plus polarisés par les divisions de classes, les inégalités sociales et les disparités régionales. Bien que les programmes existant ont permis de se protéger contre les manifestations les plus dramatiques de la pauvreté, ils ont été incapables de l'enrayer. Ceci nous oblige à questionner sérieusement certaines politiques et stratégies dominantes, orientées vers le marché, qui gouvernent notre économie et notre société.

Les politiques de marché

AUJOURD'HUI LES POLITIQUES SOCIALES du Canada sont de plus en plus déterminées par des stratégies orientées vers le marché. Pour faire face au soi-disant "dur monde nouveau de la concurrence", les gouvernements fédéral et provinciaux se sont empressés de restructurer les politiques socio-économiques du Canada en vue du marché futur, axé sur la haute technologie. Le principal objectif de ces politiques est de stimuler le secteur privé, moteur de l'économie, par des mesures telles que la déréglementation, la privatisation et les réductions des déficits. Afin

d'attirer des investissements lucratifs, par exemple, les gouvernements fédéral et provinciaux ont accordé la priorité à une réduction des dépenses sociales, des impôts sur les sociétés, des salaires des travailleuses et des travailleurs ainsi qu'à l'abaissement des normes environnementales.

Nous croyons que ces orientations de politique socio-économique reposent sur un certain nombre de fausses hypothèses et de mythes. On nous dit que le secteur privé représente la principale source de croissance économique et de pros-



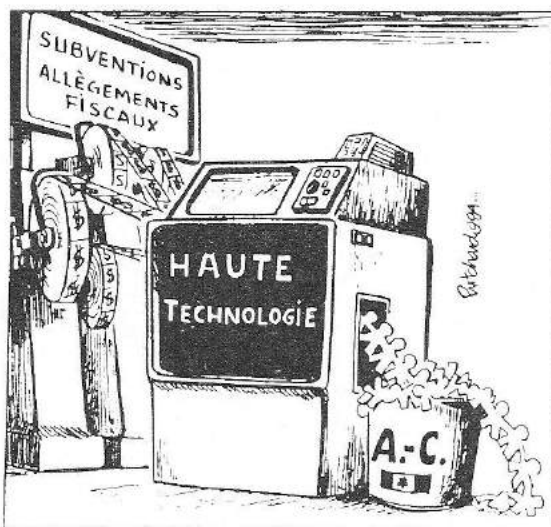
périté, que le taux de chômage actuel est "normal" ou "naturel" dans une économie industrielle moderne, que les déficits gouvernementaux élevés sont la principale cause des problèmes socio-économiques qui persistent au Canada, que les programmes sociaux canadiens sont beaucoup trop généreux et que l'on ne peut plus se les permettre, que les programmes sociaux seraient plus bénéfiques s'ils étaient destinés exclusivement à une population-cible vraiment dans le besoin, que de remplacer l'ensemble des programmes sociaux par un revenu garanti servirait à réduire les coûts des programmes sociaux et à éliminer la pauvreté, que la privatisation des services sociaux pourrait représenter un moyen plus efficace de combler les besoins sociaux fondamentaux, que le libre-échange bilatéral renforcera le développement socio-économique du Canada.

Il est temps de démystifier de tels énoncés. Voici quelques faits à l'encontre de ces affirmations. (Pour plus de détails, voir le document de travail annexé).

Secteur privé: Au lieu d'accorder une priorité urgente à la création de nouveaux emplois, la plupart des grandes compagnies canadiennes ont éliminé des emplois en investissant dans des technologies qui permettent de réaliser des économies de main-d'oeuvre, en finançant des prises de contrôle, des fusions d'entreprises ou de contraction des opérations, ou encore en transférant la production vers d'autres pays. Ces décisions ont eu pour résultat des formes de croissance économique sans création d'emplois. Quelques nouveaux emplois ont toutefois été créés, mais pour la plupart ce sont des emplois à temps partiel et à bas salaires.

Chômage naturel: Il n'y a rien de "normal", de "naturel" ou de "volontaire" dans le chômage. Au contraire, le chômage à grande échelle (et le sous-emploi) est devenu la cause principale de l'insécurité socio-économique au Canada. En termes strictement économiques, le chômage récent a eu pour résultat une perte annuelle de 53 milliards de dollars pour l'économie canadienne. Pendant ce temps, d'autres pays ont réussi à maintenir leur taux de chômage à de bas niveaux malgré les changements dans les conditions économiques mondiales.

Déficits gouvernementaux: En pourcentage du PNB, le déficit fédéral actuel est inférieur à ce qu'il était dans le passé. Aujourd'hui, la dette fédérale accumulée représente environ 35% du PNB tandis qu'en 1951 elle représentait jusqu'à 51%. Les déficits gouvernementaux actuels résultent en grande partie d'une diminution des revenus





imposables, due à un taux de chômage élevé, à une augmentation des prestations sociales aux chômeurs et aux "cadeaux" de plusieurs milliards de dollars faits aux entreprises.

Dépenses sociales: Au Canada, le niveau des dépenses gouvernementales pour les programmes sociaux est bien inférieur à celui de la plupart des autres nations industrialisées. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada se classe treizième sur dix-neuf pays pour le pourcentage du revenu national consacré aux dépenses pour les programmes sociaux. En 1984, par exemple, le Canada aurait dû dépenser 20 milliards de dollars supplémentaires pour simplement se maintenir au niveau moyen de dépenses des autres pays. Au contraire, les dépenses sociales dans ce pays continuent de diminuer par rapport à la richesse nationale.

Programmes sélectifs: En visant des populations-cibles par des tests de revenus, les programmes sélectifs contribuent inévitablement à créer des divisions entre "ceux qui paient" et "ceux qui reçoivent". Il en résulte que les couches les plus pauvres de la population se trouvent encore davantage stigmatisées, humiliées, voire même harcelées. Les travailleuses et les travailleurs sont dressés contre les sans-emploi; les pauvres qui travaillent, contre les prestataires du bien-être social; les contribuables à revenu moyen et inférieur, contre les bénéficiaires de l'aide sociale.

Services privatisés: Des services privatisés ne veulent pas dire qualité supérieure et efficacité plus grande. Par exemple des études ont démontré que lorsque des hôpitaux et des centres d'accueil sont gérés par des entreprises privées, la qualité des services est généralement sacrifiée à la recherche du profit. En outre, la prise en main

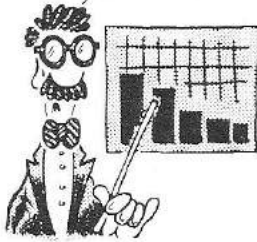
des services publics par des entreprises privées entraîne inévitablement des pertes d'emplois et la dégradation des conditions de travail, car les travaux sont confiés à des entreprises extérieures sous-traitantes, non-syndiquées et à bas salaires.

Revenu garanti: Des programmes de revenu garanti à un niveau inférieur au seuil de pauvreté (tels que récemment proposés par les Commissions McDonald et Forget) contribueraient à libérer encore davantage les gouvernements et les entreprises de leurs responsabilités dans la création d'emplois à plein temps et à salaires décents. Les programmes de soutien de revenu permettent aux employeurs d'éviter de payer un salaire adéquat. Dans ces conditions, des programmes de revenu garanti tendraient à accroître la pauvreté plutôt qu'à l'éliminer. La pauvreté disparaîtra par une politique de plein emploi avec des salaires décents, associée à un système d'assurance sociale amélioré, à l'extension des services universels et à un programme de soutien de revenu adéquat pour celles et ceux qui ne sont pas en mesure de travailler.

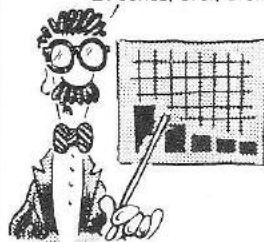
Libre-échange bilatéral: Le chômage et la pauvreté au Canada se trouveraient encore aggravés par un accord bilatéral de libre-échange avec les États-Unis. Dans le cadre du libre-échange, les compagnies américaines qui ont des filiales au Canada, rapatrieraient leur production vers les compagnies-mères, entraînant ici davantage de fermetures d'usines et de mises à pied. En outre, les gouvernements provinciaux et fédéral feront l'objet de pressions d'entreprises tant canadiennes qu'américaines afin qu'ils réduisent, voire éliminent, les programmes sociaux, qui, soi-disant, accordent aux compagnies canadiennes "un avantage concurrentiel déloyal". En même temps, les entreprises canadiennes exerceront des



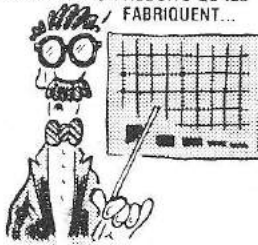
POUR RESTER COMPÉTITIFS DANS LE MARCHÉ MONDIAL, LES PAYS DOIVENT RÉDUIRE LES SALAIRES...



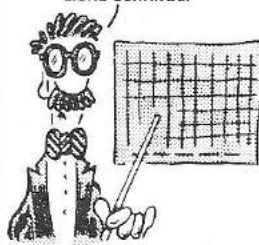
LE CANADA RÉDUIT SES SALAIRES POUR CONCURRENCER AVEC LE JAPON QUI RÉDUIT SES SALAIRES POUR CONCURRENCER AVEC LA CORÉE, ETC., ETC...



...JUSQU'À CE QUE LES TRAVAILLEURS PARTOUT DANS LE MONDE, NE GAGNANT PRESQUE RIEN, N'AIENT PLUS LES MOYENS D'ACHETER LES PRODUITS QU'ILS FABRIQUENT...



© HUCK
A-1-1-0
...VOILÀ, C'EST UN ÉCHANGE LIBRE. C'EST DU LIBRE-ÉCHANGE!



pressions pour diminuer les salaires et avantages sociaux à un niveau comparable aux salaires et avantages payés par leurs compétiteurs américains.

En dernière analyse, une économie et une société basées principalement sur les priorités du marché représentent un gaspillage énorme en termes de ressources humaines et matérielles. Une société où plus d'un million et demi d'individus sont rendus improductifs par suite d'une oisiveté forcée, gaspille ses ressources humaines. Une économie où plus d'un tiers de la capacité de production est inutilisée, gaspille ses ressources matérielles. Un pays où des milliards de dollars, provenant de l'épargne des particuliers, sont dilapidés pour financer des prises de contrôle de compagnies, des fusions, des investissements à l'étranger et une spéculation boursière improductive, gaspille le patrimoine de sa population.



Nous pensons, en effet, que l'inégalité sociale est inhérente aux sociétés régies par le marché. C'est pour ces raisons que nous affirmons qu'il existe une autre vision de la société et de l'économie, une vision fondée sur la "solidarité sociale" plutôt que sur les valeurs et les priorités du marché. La solidarité sociale se préoccupe, d'abord et avant tout, de la réalisation du bien commun dans une société donnée. Dans une société fondée sur la solidarité, l'économie est orientée pour faire en sorte que les ressources, le capital, le travail et les marchés satisfassent les besoins vitaux et fondamentaux de la population.

La clé de la solidarité sociale et de la construction d'une communauté humaine réside dans notre compréhension du travail humain. L'impact social dévastateur du chômage est la preuve que le travail, et non seulement un revenu, représente une condition essentielle du bien-être dans la société. C'est par le travail, sous toutes ses formes, que les individus devraient être en mesure de parvenir à leur dignité humaine et leur expression de soi, de participer à la vie sociale et économique, de s'assurer des revenus individuels et familiaux décentes et de contribuer à la construction d'un monde plus juste.

FEIFFER

Quand le gouvernement aide les pauvres...



Les pauvres se mettent à dépendre des cadeaux.

Lorsque des organisations privées aident les pauvres...



Les pauvres ne peuvent pas devenir dépendants.

Il n'y a pas assez d'argent disponible.



Si nous fédéralisons l'aide aux pauvres, nous les rendrons paresseux.



Si nous privatisons l'aide aux pauvres, ils resteront vigilants.



La question que chaque Américain doit se poser, c'est: quelle est la qualité de pauvres que nous voulons avoir?

Des pauvres bruyants, socialistes, qui demandent quelque chose pour rien?



Où des pauvres tranquilles, de libre entreprise à qui l'on a enseigné à être reconnaissants?





Cependant, dans une économie orientée vers le marché, de nombreuses formes de travail humain dans notre société demeurent sous-évaluées ou ne sont pas reconnues. Dans une économie orientée vers la satisfaction des besoins, trois dimensions fondamentales du travail humain sont essentielles.

Premièrement, tous les citoyens qui choisissent librement de travailler à des activités productives rémunérées ont un droit fondamental à des emplois permanents, dans des conditions de travail et de salaires décentes. Ce droit fondamental s'applique particulièrement aux groupes qui, de nos jours, se voient le plus souvent refuser des possibilités d'emplois convenables (par exemple: les jeunes, les personnes handicapées, les pauvres, les personnes âgées et les femmes qui ont fini d'élever leurs familles). En d'autres mots, le travail, sous forme d'emploi rémunéré, devrait être la principale source de revenu.

Deuxièmement, toutes les travailleuses et tous les travailleurs ont un droit fondamental à une participation importante et réelle dans les prises de décisions qui affectent leur travail. Étant donné que l'individu passe une si grande partie de son temps au travail, la valeur et la dignité du travail humain doivent être reconnues sur le lieu de travail. En outre, l'activité de travail en elle-même fait partie intégrante de la vie humaine et possède une valeur intrinsèque. Si l'on veut améliorer la qualité de la vie au travail, il faut absolument trouver de nouvelles formes de démocratie sur les lieux de travail.

Troisièmement, tous les individus exécutant un travail productif mais non-rémunéré, à leur

domicile ou dans leur communauté, possèdent un droit fondamental à la reconnaissance de leurs contributions au développement de la société. Des horaires de travail réduits permettraient aux hommes et aux femmes de partager plus équitablement les travaux bénévoles et de participer plus pleinement à la vie communautaire et à la vie familiale. Parallèlement, de nombreuses formes de travail, actuellement bénévoles, doivent être converties en emplois rémunérés, ce qui représente l'étape suivante vers une société fondée sur le plein emploi.

Ces dimensions du travail humain sont essentielles dans une économie orientée vers la satisfaction des besoins. Même dans les conditions de travail difficiles et souvent aliénantes de notre économie de marché actuelle, les individus se battent, par leur travail, pour la dignité humaine et la participation à la vie sociale. En effet, le travail humain possède en lui-même et par lui-même le pouvoir de susciter une communauté humaine et une solidarité sociale.

Enfin l'élaboration d'une démocratie plus forte et avec davantage de participation représente un objectif essentiel pour une société visant la solidarité de ses membres. La réalisation d'un tel objectif requiert un secteur public fort et dynamique qui soit à la fois accessible et redevable à la population. Par un tel processus, on pourrait mettre davantage l'accent sur l'importance de stimuler la participation de la communauté et des travailleuses et des travailleurs et renforcer leur contrôle sur le développement socio-économique du Canada.



Des politiques de rechange

AUJOURD'HUI, IL EST URGENT D'ÉLABORER des politiques socio-économiques fondées sur la solidarité sociale plutôt que sur des priorités dictées par les lois du marché. Cela signifie construire une économie et une société où on accorde une priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux des individus, au renforcement de la valeur et de la dignité du travail humain, à la réalisation d'une répartition plus équitable des richesses et du pouvoir entre les individus et les régions et à la création d'une démocratie plus vivante et comportant davantage de participation.

Notre pays dispose des ressources, du capital, de la technologie et surtout des individus et des

compétences nécessaires pour mettre en place un nouvel ordre économique et social. Il nous faut des politiques et des stratégies destinées à stopper le gaspillage et à mobiliser nos ressources humaines et matérielles au service de ces objectifs.

C'est pourquoi, nous proposons, comme plateforme alternative, l'ensemble suivant de politiques et stratégies socio-économiques, fondées sur la solidarité sociale.

Plein emploi: Il faut élaborer une politique de plein emploi garantissant des emplois décents à tous ceux et celles qui veulent et qui peuvent travailler et qui sera le fondement de la sécurité



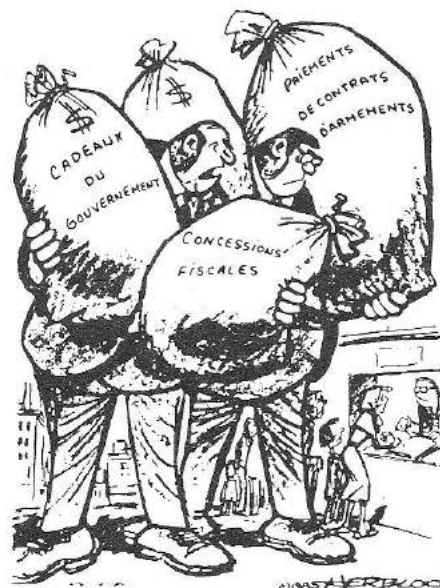
sociale et économique du Canada. Une politique de plein emploi pour le Canada devrait comporter les objectifs suivants:

- a) la reconnaissance de l'accès universel à un emploi rémunéré pour celles et ceux qui le désirent comme un élément essentiel de la citoyenneté socio-économique;
- b) l'adoption de législations garantissant des emplois à toutes les citoyennes et à tous les citoyens, dans toutes les régions;
- c) l'élaboration de stratégies de plein emploi, qui réduiront le taux de chômage à 3% d'ici cinq (5) ans;
- d) l'élimination réelle des barrières discriminatoires dans les pratiques d'embauche;
- e) la mise sur pied de programmes de soutien adéquats devant permettre aux individus de bénéficier pleinement des possibilités d'emploi (par exemple: programmes d'action positive, services de garde universels, programmes d'alphabétisation pour les adultes).

Stratégies économiques: La mise en place d'une stratégie économique nationale pour le plein emploi, devrait comprendre les composantes suivantes:

- a) la promotion d'une plus grande indépendance économique;
- b) l'élaboration de nouvelles stratégies d'investissement — incluant le contrôle de l'investissement — qui permettraient d'orienter les capitaux vers la mise en valeur des secteurs manufacturiers et primaires de l'économie;
- c) des programmes de subventions et d'allocations gouvernementales pour les compagnies conditionnels à des normes spécifiques de création d'emplois;
- d) l'expansion des services publics et communautaires comme moyen positif d'accroître le nombre d'emplois et la capacité de production;

- e) la création de structures démocratiques locales en vue de stimuler la création d'emplois et l'investissement régional. Les municipalités doivent avoir accès à des sources de financement afin de renouveler leurs infrastructures.



"IL Y A DES GENS QUI VIVENT DE L'AIDE SOCIALE ET QUI NE SONT MÊME PAS INCORPORÉS."



Normes de travail: Il faut établir un ensemble de normes de travail destinées à garantir des revenus adéquats, l'égalité sociale, la démocratie sur les lieux de travail et des conditions de travail décentes. Pour les travailleuses et les travailleurs ces normes incluraient l'établissement :

- a) de salaires décents;
- b) de la reconnaissance du principe "à salaire égal pour un travail de valeur égale";
- c) de mesures pour susciter une plus grande égalité sociale entre les niveaux de salaires les plus élevés et les plus bas;
- d) de conditions de travail améliorées (par exemple, la réduction de l'année de travail, des congés d'éducation et pour raisons familiales, des normes de santé et de sécurité améliorées);
- e) de nouvelles formes de démocratie sur les lieux de travail.

Programmes sociaux: Les services sociaux existants ainsi que les programmes d'assurance et d'assistance doivent être renforcés, revitalisés et élargis afin de

mieux répondre aux besoins fondamentaux de tous les membres de notre société. Un système revitalisé de programmes sociaux comporterait:

- a) la garantie d'un plein accès universel aux services et aux programmes sociaux essentiels tels que le programme national de santé, l'éducation, les allocations familiales et les garderies;
- b) le renforcement et l'extension des programmes d'assurance sociale (par exemple: l'assurance-chômage, les régimes de retraite du Québec et du Canada) pour assurer la continuité

des revenus, en cas d'éventualités fortuites;

- c) la garantie de prestations d'aide sociale améliorées et pleinement indexées à des niveaux reconnus comme adéquats, pour les individus qui se trouvent dans l'impossibilité de travailler;

d) de nouvelles normes de qualité et de participation du public afin d'améliorer nos programmes sociaux.

Politiques fiscales: Afin d'assurer des revenus suffisants pour une politique de





plein emploi et une répartition plus équitable des richesses, il faut élaborer un régime fiscal progressif et juste, basé sur la capacité de payer. Un tel système incluerait les composantes et mesures suivantes:

- a) des augmentations des taux d'imposition des revenus personnels pour la catégorie (40%) supérieure de salarié-e-s et la fin des échappatoires fiscales;
- b) un impôt progressif sur la fortune au-dessus d'un seuil modeste (par exemple: des impôts sur la valeur des propriétés détenues par les particuliers, les dividendes, les gains en capital et les successions;
- c) des mesures spécifiques pour garantir des réductions annuelles des disparités dans la répartition des richesses;
- d) un nouveau système d'imposition pour s'assurer que les compagnies et les institutions financières paient leur juste part d'impôts.

Secteur public: Pour réaliser les objectifs précédents, il faudrait que le secteur public soit réorganisé, renforcé et revitalisé pour devenir le moteur du développement socio-économique du Canada. Il faudrait:

- a) créer de nouvelles formes de propriété publique, de planification et de prise de décision à travers des nouveaux mécanismes pour assurer la participation effective du public ainsi que la redevabilité, à son égard;
- b) mettre en place des institutions démocratiques telles des industries contrôlées par les travailleuses et les travailleurs ou par la communauté; ainsi que

des coopératives;

c) assurer un plus grand contrôle communautaire sur les services de santé, d'éducation et sur les services sociaux; et

d) mandater les entreprises publiques pour mettre en place des politiques justes dans les domaines social, économique, environnemental et du travail.

Prises dans leur ensemble, ces mesures représentent une nouvelle orientation à la politique sociale canadienne. Ces propositions ne prétendent pas fournir un plan détaillé de l'avenir socio-économique du Canada. Au contraire, ce que nous venons de proposer ici, ce sont quelques éléments fondamentaux d'une vision alternative, fondée sur des principes de solidarité sociale plutôt que sur les priorités du marché. Nous espérons que, par un processus continu de recherche, d'analyse et de discussion dans les organisations populaires et groupes professionnels des différentes régions et communautés à travers le Canada, des propositions plus détaillées, touchant directement et indirectement à ces politiques, seront élaborées. En même temps, il faudrait souligner que tous les gouvernements fédéral, provinciaux (territoriaux) et municipaux, ont des rôles importants à jouer dans l'élaboration de stratégies et de programmes visant les objectifs que nous préconisons. En outre, les entreprises et autres organisations du secteur privé ont la responsabilité de se joindre à ce processus de construction d'une économie au service de la population.



Un mouvement social

EN TANT QUE SOCIÉTÉ, NOUS DISPOSONS des individus, des ressources et des compétences nécessaires pour élaborer un avenir socio-économique différent. Ce qu'il nous faut, c'est l'imagination sociale, le courage moral et la volonté politique de se lancer dans une voie nouvelle. Cependant, pour progresser dans cette direction, il est essentiel que les individus se regroupent en coalition autour d'une vision socio-économique commune. Le débat public qui s'amorce sur l'avenir socio-économique du Canada fournit l'occasion d'amorcer ce mouvement de coalition.

Les signes des temps nous donnent quelques raisons d'espérer. A travers le pays on constate, aujourd'hui, un engagement croissant d'organisations populaires, syndicats, mouvements de femmes, groupes pour la défense des droits des assisté-e-s sociaux, églises, associations autochtones, groupes d'handicapé-e-s, associations de minorités raciales, groupes coopératifs, associations d'étudiant-e-s, groupes environnementalistes et toute une variété d'autres organisations communautaires — à se mobiliser contre toute nouvelle atteinte aux programmes sociaux du Canada par les stratégies axées sur les lois du marché et à lutter pour des politiques de rechange, fondées sur la solidarité sociale.

Au cours des deux dernières années nous avons assisté à quelques exemples importants de cet engagement pour construire des coalitions populaires sur des thèmes liés aux politiques sociales. On peut mentionner les campagnes publiques contre la surfacturation dans le régime d'assurance-maladie, contre la désindexation des pensions de vieillesse et des allocations familiales.

Parallèlement, des coalitions populaires de solidarité sociale se sont organisées, dans plusieurs provinces, afin de s'attaquer aux problèmes aigus découlant des politiques socio-économiques qui affectent les victimes de la crise dans ces régions.

Au cours de l'année à venir, nous avons l'intention de remettre cette déclaration et ce programme à un grand nombre d'organisations populaires dans les communautés et régions à travers tout le Canada. Nous espérons inciter des milliers d'organisations populaires à discuter, débattre et endosser l'orientation générale de cette déclaration. Nous espérons également que cette déclaration sera utilisée comme un *outil de référence* pour l'évaluation des politiques provinciales et pour stimuler une réflexion sur des politiques de rechange. *Nous nous attendons à ce que ce processus suscite l'émergence d'une variété d'initiatives de base en faveur de politiques de rechange qui, à leur tour, apporteront d'autres idées et possibilités qui compléteront les propositions présentées dans cette déclaration.*

Quel type de société voulons-nous construire dans ce pays?

Telle est la question à laquelle tous les résident-e-s canadiens sont confrontés aujourd'hui. Voulons-nous poursuivre la construction d'une société fondée principalement sur des valeurs et des priorités orientées vers les forces du marché? Ou bien, voulons-nous nous lancer dans une voie différente pour bâtir une société enracinée dans les valeurs et les priorités de la solidarité sociale?



En tant que membres de groupes populaires sectoriels, présents à travers tout le Canada, nous avons proclamé notre engagement et notre détermination à lutter pour des politiques socio-économiques axées sur la solidarité sociale.

Nous pensons qu'il est temps, désormais, de s'unir!

Nous appelons, ici, tous les individus qui partagent cette vision sociale, à se joindre à nous pour construire un mouvement populaire destiné à transformer les politiques socio-économiques dominantes au Canada. Ensemble, nous pouvons renverser la tendance actuelle qui va dans le sens d'une société injuste et divisée. Ensemble, nous pouvons bâtir une société plus humaine, fondée sur le principe de la solidarité sociale.

